

Suppression du Ministère Déléguée à la Recherche au Maroc

Quelle est la politique du gouvernement? Rupture ou continuité?

La différence fondamentale entre les pays développés et les pays en voie de développement est l'importance accordée à l'enseignement supérieur et à la recherche scientifique et technique.

Lors de la journée organisée par notre Association Savoir et Développement en 2001 sur les enjeux et les défis du transfert scientifique et technologique à Toulouse, l'exposé présenté par Malik Ghallab, directeur de recherche au CNRS et actuel directeur du Laboratoire d'Automatique et d'Analyse des Systèmes (LAAS) du CNRS, abordait justement ce thème sous toutes ses facettes (pour une lecture complètes, www.savdev.org, documents, Enjeux et défis du transfert scientifique et technologique au Maroc, M.Ghallab).

Toutes les données et toutes les études conduisent au même constat : une indiscutable corrélation entre la part du produit intérieur brut (PIB) affectée à la recherche-développement et le développement économique.

Dans les pays développés, cette évidence est différemment appréciée, certains pays (dont la France) ayant une tendance permanente à sacrifier en premier les budgets alloués à la recherche alors que d'autres (dont les USA) ont tendance à les préserver quelles que soient les conditions économiques.

Dans les pays en voie de développement, la recherche scientifique, explicitement ou implicitement, est considérée comme un luxe dont on peut se passer.

L'autre aspect non moins fondamental et la manière dont sont utilisés et affectés les moyens : Dans les pays développés, une politique scientifique est élaborée et mise en œuvre avec pour corollaires la pertinence des recherches, la mutualisation des moyens et l'évaluation périodique, alors que ces aspects ne sont quasiment pas pris en compte dans les pays en voie de développement.

En ce qui concerne le Maroc, depuis quelques années, des efforts très significatifs ont été faits par le gouvernement avec la création d'un secrétariat d'Etat à la recherche, un budget spécifique, la restructuration du Centre National de la coordination et de la planification de la recherche scientifique et technique, devenue Centre National de la

Recherche Scientifique et Technique (CNRST), la mise en place de programme de financement de la recherche (TARS, PROTARS). Plus innovant encore et pour la première fois, une évaluation de la recherche scientifique au Maroc a été entreprise avec l'appui de l'Union Européenne et l'IRD.

Et brusquement, voilà qu'à l'occasion d'un remaniement ministériel, on supprime le ministère délégué à la recherche. Quelle interprétation peut-on en donner ?

Rupture ou continuité ?

Cela ne peut signifier qu'une chose en absence de déclaration claire sur les orientations et les mesures proposées en contrepartie : tout simplement que la recherche scientifique n'est pas une priorité du gouvernement.

Si cela n'est pas le cas, alors, il est nécessaire, dans la continuité de ce qui a été entrepris jusqu'à présent, d'indiquer clairement la politique gouvernementale en la matière.

L'association Savoir et Développement propose la tenue d'assises nationales de la recherche, de manière à élaborer une politique nationale de la recherche, MESURABLE QUANTITATIVEMENT ET QUALITATIVEMENT qui se traduirait par une loi de programmation pluriannuelle de moyens budgétaires et humains.

A l'instar de certains pays émergents qui ont pris conscience du caractère vital de l'enseignement supérieur et de la recherche pour le développement économique durable (Brésil 12 % de la TVA est réservée constitutionnellement à cela), **le Maroc doit affecter des moyens de manière pérennes au budget de l'Etat pour l'enseignement supérieur et la recherche.** N'oublions pas que former un ingénieur nécessite 5 années et que pour un doctorant, c'est 8 années de formation par la recherche; il y donc à l'évidence une nécessité de programmation dans le temps.

Nous espérons que cette tribune libre contribuera à la prise de conscience de la nécessité de considérer l'enseignement supérieur et la recherche comme des moyens directs et indirects du développement économique, social et humain du Maroc.

Association Savoir et Développement